



CHAPITRE 124

Loi concernant la Commission de transport de Montréal

[Sanctionnée le 14 mars 1951]

Préambule.

ATTENDU que par la loi 14 George VI, chapitre 79, la cité de Montréal a été autorisée à établir une commission désignée sous le nom de "Commission de transport de Montréal", pour organiser, posséder, développer et administrer un système général de transport en commun et que cette Commission a été créée par le règlement No 1981 de la cité de Montréal adopté par le conseil le 24 août 1950;

Attendu qu'il est nécessaire de modifier cette loi afin de donner des pouvoirs additionnels à cette commission, pour lui permettre d'atteindre les buts pour lesquels elle a été constituée;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1950, c. 79,
a. 16,
remp.

1. L'article 16 de la loi 14 George VI, chapitre 79, est remplacé par le suivant:

Pouvoirs
corpora-
tifs.

"16. La commission aura le statut juridique d'une corporation. Comme telle, elle pourra ester en justice en son propre nom, acquérir et posséder tous biens meubles et immeubles et exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution de la présente loi."

1950, c. 79,
a. 16a, aj.

2. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 16, le suivant:

Brefs pro-
hibés.

"16a. Aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition

CHAPTER 124

An Act respecting the Montreal Transportation Commission

[Assented to, the 14th of March, 1951]

WHEREAS by the act 14 George VI, chapter 79, the city of Montreal was authorized to establish a commission designated under the name of "Montreal Transportation Commission", to organize, own, develop and administer a general system of public transportation and such Commission was created by by-law No. 1981 of the city of Montreal passed by the council on the 24th of August, 1950;

Whereas it is necessary to amend such act in order to give additional powers to such commission to enable it to achieve the objects for which it was constituted;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 16 of the act 14 George VI, 1950, c. 79, chapter 79, is replaced by the following: s. 16, replaced.

"16. The Commission shall have the Corporate juridical status of a corporation. As such, it may appear before the courts in its own name, acquire and own all moveables or immoveables and exercise all the powers necessary for the carrying out of this act." powers.

2. The said act is amended by adding, 1950, c. 79, after section 16, the following: s. 16a, added.

"16a. No writ of *quo warranto*, of Writs prohibited. *mandamus*, of *certiorari*, of prohibition or

ou d'injonction ne peut être émis contre la commission, ni contre aucun de ses membres en raison d'une décision, d'une procédure, d'un acte ou de l'exercice d'un pouvoir relevant de leurs fonctions.

Restric-
tion.

L'article 50 du Code de procédure civile ne s'applique pas à la commission, ni à ses membres."

injunction may be issued against the Commission or any member thereof on account of a decision, a procedure, an act or the exercise of a power relating to their functions.

Article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Commission or to its members."

1950, c. 79,
a. 18,
remp.

3. L'article 18 de ladite loi est remplacé par les suivants:

3. Section 18 of the said act is replaced by the following sections:

1950, c. 79,
s. 18, re-
placed.

Capital-
actions.

"18. La commission, à titre de mandataire de la cité, pourra, avec l'autorisation préalable du juge en chef Thomas Tremblay, quant au prix payé, acquérir de gré à gré le capital-actions de la compagnie, ou une partie de ce capital-actions, pourvu que cette partie représente la majorité des actions émises par la compagnie. Dans le cas où M. le juge en chef Thomas Tremblay serait incapable d'exercer les fonctions que lui confère le présent article, il sera remplacé par une personne désignée et nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil à cette fin.

"18. The Commission, as mandatory of the city, may, with the previous authorization of Chief Magistrate Thomas Tremblay, as to the price paid, acquire by mutual agreement the capital stock of the company, or a portion of such capital stock, provided that such portion represent the majority of the shares issued by the Company. In the event of Chief Magistrate Thomas Tremblay being unable to exercise the functions conferred on him by this act, he shall be replaced by a person designated and appointed by the Lieutenant-Governor in Council for such purpose.

Capital
stock.

Expro-
priation.

Dans le cas d'acquisition de gré à gré d'une partie seulement du capital-actions de la compagnie, la commission pourra en exproprier le résidu suivant la procédure édictée par les articles 20 et suivants.

In the case of the acquisition by mutual agreement of a portion only of the capital stock of the company, the Commission may expropriate the remainder thereof in accordance with the procedure enacted by sections 20 and following.

Expro-
priation.

Avis.

Toutefois, si la portion du capital-actions acquise de gré à gré par la commission atteint au moyen d'acquisitions subséquentes à l'acquisition de la majorité des actions et même après l'institution de procédures en expropriation au moins les deux tiers des actions émises par la compagnie, le résidu de ce capital-actions deviendra la propriété de la commission, en sa qualité de mandataire de la cité, à compter du jour de la dernière publication d'un avis signé par le président et le secrétaire de la commission, inséré deux fois dans la *Gazette officielle de Québec* et deux fois dans un journal français et un journal anglais de Montréal et attestant le nombre d'actions de la compagnie acquises de gré à gré par la commission et sa proportion par rapport au montant total du capital-actions émis par la compagnie.

Nevertheless, if the portion of the capital stock acquired by mutual agreement by the Commission amounts, by means of acquisitions following the acquisition of the majority of the shares and even after the institution of expropriation proceedings, to at least two-thirds of the shares issued by the company, the remainder of such capital stock shall become the property of the Commission, in its capacity as mandatory of the city, from the date of the last publication of a notice signed by the chairman and the secretary of the Commission, inserted twice in the *Quebec Official Gazette* and twice in an English newspaper and a French newspaper of Montreal and attesting the number of shares of the company acquired by mutual agreement by the Commission and the proportion it bears to the total amount of capital stock issued by the company.

Notice.

Indemnité, etc.

"18a. Dans le cas du troisième alinéa de l'article 18, l'indemnité payable par la commission pour chacune des actions résiduelles en question sera le prix moyen payé pour les actions acquises de gré à gré, ce prix moyen devant s'établir par le coût des actions acquises divisé par leur nombre. Cette indemnité sera payable aux détenteurs de ces actions, au siège social de la commission, sur remise et délivrance effective des certificats, dans les trois mois de la dernière publication de l'avis prévu par le troisième alinéa de l'article 18, et elle portera intérêt au taux de deux pour cent l'an à compter de cette dernière publication. Cet intérêt, néanmoins, cessera de courir dès que la commission aura publié dans la *Gazette officielle de Québec* un avis déclarant qu'elle est prête à payer l'indemnité. Après l'expiration des quinze jours qui suivront cette publication, l'indemnité revenant aux actionnaires dont les certificats n'auront pas été valablement présentés sera déposée par la commission dans un compte spécial et ce dépôt aura, à tous égards, le même effet qu'une consignation au département du trésor de la province. Ces actionnaires pourront, à demande et sur présentation de leurs certificats d'actions, obtenir en tout temps le paiement de leur indemnité à même ce fonds spécial.

Fixation du prix.

Dans la fixation de ce prix, il ne sera pas tenu compte des actions du capital-actions que possède directement ou indirectement la Commission hydroélectrique de Québec, et dont fait mention le bill présenté à la présente session (14-15 George VI, chapitre 21).

Emprunts.

"18b. La commission sera autorisée à emprunter les sommes nécessaires à l'acquisition du capital-actions de la compagnie ou d'une partie du capital-actions, par billets et la cité est garante du remboursement. Cette dernière, si elle prête à la commission les argents nécessaires pour ces fins, pourra aussi les emprunter au moyen de bons du trésor.

Montants payés, etc.

"18c. Les montants payés ou payables par la commission pour le capital-actions de la compagnie tiendront lieu du prix et de toute indemnité ou compensa-

Indemnité, etc.

"18a. In the case of the third paragraph of section 18, the indemnity payable by the Commission for each of the remaining shares in question shall be the average price paid for the shares acquired by mutual agreement, such average price to be established by the cost of the shares so acquired divided by the number thereof. Such indemnity shall be payable to the holders of such shares, at the corporate seat of the Commission, upon surrender and effective delivery of the certificates, within three months from the last publication of the notice contemplated in the third paragraph of section 18, and it shall bear interest at the rate of two per centum per annum from and after such last publication. Nevertheless, such interest shall cease to run upon publication by the Commission in the *Quebec Official Gazette* of a notice declaring that it is ready to pay the indemnity. After the expiration of fifteen days following such publication, the indemnity payable to shareholders whose certificates have not been validly tendered shall be deposited by the Commission in a special account and such deposit shall have the same effect in all respects as a deposit in the Treasury Department of the Province. Such shareholders may, on demand and upon presenting their share certificates, obtain at any time the payment of their indemnity out of such special fund.

Fixing of price.

In the fixing of such price, no account shall be taken of the shares of the capital stock which the Quebec Hydro-Electric Commission owns, and mention whereof is made in the bill presented at this session (14-15 George VI, chapter 21).

Loans.

"18b. The Commission shall be authorized to borrow the sums necessary to acquire the capital stock of the company or a portion of the capital stock by notes, and the city is guarantor of the reimbursement thereof. The latter, if it lends to the Commission the money necessary for such purposes, may also borrow the same by means of treasury bills.

Amounts paid, etc.

"18c. The amounts paid or payable by the Commission for the capital stock of the company shall be in lieu of the price and of any indemnity or compensation

tion exigible tant pour les actions acquises que pour les biens et droits mentionnés dans l'article 18*d*, et aucun autre paiement, indemnité ou compensation ne sera dû à la compagnie ou aux détenteurs de ces actions.

Propriétaire absolu, etc.

"18*d*. Dès que la commission aura acquis, en vertu de l'article 18, la propriété de tout le capital-actions émis par la compagnie, elle sera, à titre de mandataire de la cité, propriétaire absolue et incommutable de tous les biens, meubles et immeubles, et de tous les droits mentionnés dans l'article 52; et l'enregistrement, par dépôt, dans les quatre-vingt-dix jours de cette acquisition, en la manière prévue par le Code civil pour l'enregistrement des contrats, d'une copie certifiée de la présente loi et de tout contrat d'acquisition du capital-actions ou d'une partie de ce capital, selon le cas, sera valable et aura son effet à toutes fins que de droit.

Transport d'actions.

"18*e*. Nonobstant les dispositions de toute loi et de tout règlement de la compagnie, le transfert des actions acquises par la commission soit de gré à gré, soit par expropriation, soit par l'opération de l'article 18, sera valide sans enregistrement dans les livres de la compagnie, si celle-ci refuse ou néglige de faire cet enregistrement sur présentation de la preuve de l'acquisition de ces actions et réquisition de la part de la commission de faire cet enregistrement; et à compter du jour de cette présentation et de cette réquisition, la commission exercera, à titre de mandataire de la cité, tous les droits lui résultant de la propriété desdites actions.

Convocation d'assemblée générale, par secrétaire.

"18*f*. Dès l'enregistrement, dans les livres de la compagnie, du transfert des actions ou de la majorité des actions de la compagnie en faveur de la commission ou, au cas de refus ou de négligence de la compagnie de faire cet enregistrement sur présentation de la preuve de l'acquisition de ces actions et réquisition de la commission de faire cet enregistrement, le tout selon l'article 18*e*, les fonctions des directeurs alors en office de la compagnie prendront fin et le secrétaire de cette dernière devra convoquer immédiatement une as-

exigible either for the shares acquired or for the property and rights mentioned in section 18*d*, and no further payment, indemnity or compensation shall be due to the company or to the holders of such shares.

Absolute owner, etc.

"18*d*. As soon as the Commission shall have acquired, in virtue of section 18, the ownership of all the capital stock issued by the company, it shall, as mandator of the city, be the absolute and indefeasible owner of all the property, moveable and immovable, and of all the rights mentioned in section 52, and the registration by deposit within ninety days of such acquisition, in the manner provided in the Civil Code for the registration of contracts, of a certified copy of this act and of any contract of acquisition of the capital stock or of a portion of such capital, as the case may be, shall be valid and shall avail for all legal purposes.

Transfer of shares.

"18*e*. Notwithstanding the provisions of any law or of any by-law of the company, the transfer of the shares acquired by the Commission either by mutual agreement or by expropriation, or through the operation of section 18, shall be valid without registration in the books of the company, if the latter refuses or neglects to make such registration upon presentation of proof of the acquisition of such shares and a demand by the Commission that such registration be effected; and from and after the date of such presentation and demand, the Commission shall exercise, as mandatory of the city, all the rights resulting from its ownership of the said shares.

Calling of general meeting, by secretary.

"18*f*. Upon the registration in the books of the company of the transfer to the Commission of the shares or the majority of the shares of the company or, in case of refusal or neglect by the company to make such registration upon presentation of proof of the acquisition of such shares and a demand by the Commission that such registration be effected, the whole pursuant to section 18*e*, the functions of the directors of the Company then in office shall terminate and the secretary of the latter shall forthwith call

semblée générale des actionnaires de la compagnie, pour la date la plus prochaine conciliable avec la charte et les règlements de la compagnie, aux fins d'élire de nouveaux directeurs.

Convocation par commission. A défaut par le secrétaire de convoquer cette assemblée, la commission pourra le faire, avec le même effet et la même validité que si elle avait été convoquée par le secrétaire.

Comité des actionnaires. Si la commission n'est propriétaire, lors de cette assemblée, que d'une majorité des actions de la compagnie, les actionnaires minoritaires formeront un comité, dit comité des actionnaires, pour les représenter dans l'instance en expropriation et dans toutes négociations et rapports avec la commission et généralement pour protéger leurs intérêts et remplir tous mandats qu'ils lui confieront. Ce comité aura, pendant les heures ordinaires de bureau, c'est-à-dire de neuf heures du matin à cinq heures de l'après-midi les jours non fériés, libre accès à tous les livres, bilans, statistiques, archives et documents quelconques de la compagnie.

Élection. L'élection des membres du comité des actionnaires se fera conformément à la procédure prescrite pour l'élection des directeurs, sauf que le nombre peut en être différent et que la commission ne votera pas sur cette question. Les membres de ce comité pourront choisir parmi eux un président, un vice-président, un secrétaire et tous autres officiers qu'ils jugeront utile de nommer.

Éligibilité comme directeurs. Les membres de la commission sont éligibles comme directeurs sans rémunération.

Nullité. "18g. Toute émission d'actions faite par la compagnie après le premier janvier 1951 est nulle."

1950, c. 79, a. 18a, remp. **4.** L'article 18a de ladite loi est remplacé par le suivant:

Recours, etc. "18h. Tous recours, réclamations et procédures judiciaires attribuables à la construction, la réparation, l'exploitation, l'administration ou le contrôle de la propriété confiée à la commission, ou s'y rapportant, ou découlant de l'exercice des

a general meeting of the shareholders of the company, for the earliest date consistent with the charter and by-laws of the company, for the purpose of electing new directors.

Upon failure by the secretary to call such meeting, the Commission may do so, with the same effect and the same validity as if the same had been called by the secretary.

If at the time of such meeting, the Commission owns only a majority of the shares of the company, the minority shareholders shall form a committee, called the shareholders' committee, to represent them in the expropriation proceedings and in all negotiations and dealings with the Commission and generally to protect their interests and fulfil any mandate which they may give it. This committee shall have, during ordinary office hours, that is to say from nine o'clock in the morning to five o'clock in the afternoon on juridical days, free access to all the books, balance-sheets, statistics, archives and documents whatsoever.

The members of the shareholders' committee shall be elected in accordance with the procedure prescribed for the election of the directors, save that the number of members may be different and that the Commission shall not vote on such question. The members of such committee may choose from among themselves a chairman, a vice-chairman, a secretary and such other officers as they may deem it useful to appoint.

The members of the Commission shall be eligible as directors without remuneration.

"18g. Any issue of shares made by the company after the 1st of January, 1951, shall be null."

4. Section 18a of the said act is replaced by the following:

"18h. All recourses, and judicial proceedings attributable to the construction, repair, operation, administration or control of property entrusted to the Commission or relating thereto or arising out of the exercise of the powers of the Commis-

Calling by Commission.

Shareholders' committee.

Election.

Eligibility as directors.

Nullity.

1950, c. 79, s. 18a, replaced.

Recourses, etc.

pouvoirs de la commission, seront dirigés contre la commission et non contre la cité.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les articles 536, 536*a*, 536*b*, 536*c*, 536*d* et 537 de la charte de la cité de Montréal s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux recours, réclamations et procédures judiciaires visés par l'alinéa précédent."

sion, shall be directed against the Commission and not against the city.

Articles 536, 536*a*, 536*b*, 536*c*, 536*d* and 537 of the charter of the city of Montreal shall apply *mutatis mutandis* to the recourses, claims and judicial proceedings contemplated in the preceding paragraph."

Provisions
to apply.

1950, c. 79,
a. 18*b*,
remp.

5. L'article 18*b* de ladite loi est remplacé par le suivant:

5. Section 18*b* of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79,
s. 18*b*, re-
placed.

Vente
d'actions
autorisée.

"18*i*. Nonobstant toute disposition contraire contenue dans une loi, un testament, un acte de fiducie, un acte de donation ou tout autre acte de même nature, le grevé de substitution, à quelque degré que ce soit et de quelque manière que la substitution soit établie, l'usufruitier, le légataire, l'exécuteur ou l'administrateur en vertu d'un testament, et le tuteur, le curateur ou le fiduciaire ayant à ce titre la possession ou l'administration de biens appartenant à autrui ou dont ils sont saisis pour l'avantage d'un autre, ainsi que le donataire ou le bénéficiaire en vertu d'un acte contenant une prohibition d'aliéner, sont autorisés à vendre, à la commission, sans formalité de justice, à un prix convenu avec la commission, toutes les actions de la compagnie qui sont en leur possession ou dont ils ont l'administration en quelqu'une des qualités susdites, et à en recevoir le prix.

"18*i*. Notwithstanding any provision to the contrary contained in any law, will, deed of trust, deed of gift or other deed of the same nature, institutes under substitutions, in whatever degree and howsoever the substitution be created, usufructuaries, legatees, executors or administrators under wills, and tutors, curators or trustees having as such the possession or administration of property belonging to others or of which they are seized for the benefit of others, as well as donees or beneficiaries under deeds containing a prohibition to alienate, are authorized to sell to the Commission, without judicial formalities, at a price agreed upon with the Commission, all the shares of the company which are in their possession or of which they have the administration in any of the aforesaid capacities, and to receive the price thereof.

Sale of
shares au-
thorized.

Majorité.

Lorsqu'il y a plusieurs grevés de substitution, exécuteurs ou administrateurs, fiduciaires, donataires ou bénéficiaires, la vente peut être consentie par la majorité d'entre eux.

When there are several institutes under a substitution, executors or administrators, trustees, donees or beneficiaries, the sale may be agreed to by a majority of them.

Majority.

Prix.

Le prix des actions sera substitué aux actions elles-mêmes et demeurera assujéti à toutes les charges, clauses et conditions de l'acte.

The price of the shares shall be substituted for the shares themselves and shall remain subject to all the charges, clauses and conditions of the deed.

Price.

Remploi.

Nonobstant les dispositions de l'article 953*a* du Code civil, la commission ne sera en aucun cas tenue de voir au remploi de ce prix."

Notwithstanding the provisions of article 953*a* of the Civil Code, the Commission shall in no case be bound to see to the employment of such price."

Employ-
ment.

1950, c. 79,
a. 20,
remp.

6. L'article 20 de ladite loi est remplacé par le suivant:

6. Section 20 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79,
s. 20, re-
placed.

Expro-
priation.

"20. La commission pourra, en se conformant aux dispositions qui suivent, décréter par règlement l'acquisition, par voie d'expropriation, soit du capital-actions de

"20. The Commission may, by complying with the following provisions, enact by by-law the acquisition, by expropriation, either of the capital stock of the

Expro-
priation.

la compagnie ou du résidu de ce capital-actions, soit de la voie ferrée de la compagnie, de ses dépendances, des véhicules et du matériel de toute sorte faisant partie de son entreprise de transport, et généralement de tout ce qui se rattache à son entreprise ou sert à son exploitation ou est susceptible de servir éventuellement à cette fin.

Interprétation.

Les termes entreprise et entreprise de transport, appliqués, dans les dispositions qui suivent au système de transport de la compagnie, désignent l'ensemble des biens mentionnés dans l'alinéa précédent, à l'exclusion du capital-actions de la compagnie."

1950, c. 79, a. 22, am. **7.** Le premier alinéa de l'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Tribunal d'arbitrage.

"**22.** L'indemnité d'expropriation sera fixée par un tribunal d'arbitrage composé de trois membres, dont un nommé par la commission sur la recommandation du comité exécutif, un par la compagnie ou par le comité des actionnaires de la compagnie, s'il s'agit de l'expropriation du résidu du capital-actions et le troisième, qui en sera le président, par le magistrat de district en chef."

1950, c. 79, a. 23, remp. **8.** L'article 23 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Avis.

"**23.** Au plus tard dans les dix jours de l'adoption du règlement visé par l'article 20, la commission devra donner avis de cette adoption, par ministère d'huissier, au comité exécutif et à la compagnie ou, s'il s'agit de l'expropriation du résidu du capital-actions de la compagnie, au comité des actionnaires et requérir celui-ci ou celle-là, selon le cas, de nommer son arbitre et de lui fournir son nom, sa qualité et son adresse dans les vingt jours subséquents.

Arbitre.

Dans ce délai, la commission devra nommer son propre arbitre, en informer la compagnie ou, selon le cas, le comité des actionnaires et lui fournir le nom, la qualité et l'adresse de cet arbitre."

company, or of the remainder of such capital stock, or of the company's tracks, its dependencies, of the vehicles and material of any kind forming part of its transportation system, and generally of everything connected with its undertaking or used for its operation or liable to be used eventually for such purpose.

The terms undertaking and transportation system, applied in the following provisions to the transportation system of the company, designate the whole of the property mentioned in the preceding paragraph, except the capital stock of the company."

7. The first paragraph of section 22 of the said act is replaced by the following :

"**22.** The expropriation indemnity shall be determined by an Arbitration Board composed of three members, one of whom shall be appointed by the Commission on the recommendation of the Executive Committee, one by the company or by the shareholders' committee of the company, in the case of expropriation of the remainder of the capital stock, and the third, who shall be the chairman thereof, by the Chief District Magistrate."

8. Section 23 of the said act is replaced by the following :

"**23.** Not later than within the ten days following the adoption of the by-law contemplated by section 20, the Commission shall give notice of such adoption through the instrumentality of a bailiff, to the Executive Committee and to the company or, in the case of the expropriation of the remainder of the company's capital stock, to the shareholders' committee, and shall call upon the latter or the former, as the case may be, to appoint its arbitrator and to furnish the Commission with his name, occupation and address within the ensuing twenty days.

During such delay, the Commission shall appoint its own arbitrator, inform the company or the shareholders' committee, as the case may be, and furnish it with the name, occupation and address of such arbitrator."

1950, c. 79, a. 24, remp. **9.** L'article 24 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Arbitre nommé par magistrat.

"24. Si la commission ou la compagnie ou, selon le cas, le comité des actionnaires, néglige de nommer son arbitre, ou d'en donner avis à l'autre partie en la manière prescrite par l'article 23, cette dernière pourra demander au magistrat de district en chef de faire la nomination à la place de la partie en défaut.

Signification.

Cette requête devra être signifiée par huissier à la partie en défaut, avec un avis d'au moins six jours et d'au plus dix jours de la date, de l'heure et du lieu de sa présentation.

Délai.

Si la partie en défaut laisse écouler ce délai sans nommer son arbitre, le magistrat de district en chef le nommera alors lui-même, dans les huit jours de la date fixée pour la présentation de la requête, à moins que, pour des raisons valables, il ne juge à propos d'accorder à la partie en défaut un délai supplémentaire, n'excédant pas huit jours, pour faire elle-même la nomination."

9. Section 24 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79 s. 24, replaced.

"24. If the Commission or the company or, the shareholders' committee, as the case may be, fails to appoint its arbitrator, or to give notice thereof to the other party in the manner prescribed by section 23, the latter may request the Chief District Magistrate to make the appointment in place of the party in default.

Arbitrator appointed by magistrate.

Such petition shall be served by a bailiff on the party in default, with a notice of at least six days and not more than ten days of the date, hour and place of its presentation.

Serving.

If the party in default allows such delay to elapse without appointing its arbitrator, the Chief District Magistrate shall then appoint him himself, within eight days from the date fixed for the presentation of the petition, unless, for valid reasons, he deems it advisable to grant to the party in default a further delay not exceeding eight days to make the appointment itself."

Delay.

1950, c. 79, a. 25, remp. **10.** L'article 25 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Secrétaire des arbitres.

"25. Les arbitres nommeront, dans les huit jours suivant la date de la composition entière du tribunal, une personne pour agir comme secrétaire de ce tribunal.

Avis.

Avis de cette nomination devra être donné à la Commission et à la compagnie ou, selon le cas, au comité des actionnaires, avec l'adresse du bureau du secrétaire, dans les cinq jours de sa nomination.

10. Section 25 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 25, replaced.

"25. The arbitrators, within the eight days following the date of the complete constitution of the board, shall appoint a person to act as secretary thereof.

Secretary of arbitrators.

Notice of such appointment shall be given to the Commission and to the company or to the shareholders' committee, as the case may be, with the address of the office of the secretary, within five days of his appointment.

Notice.

Remplacement.

En cas de vacance ultérieure dans la fonction du secrétaire, les arbitres lui nommeront un remplaçant dans le même délai."

In the case of any subsequent vacancy in the office of secretary, the arbitrators shall appoint a person to replace him within the same delay."

Replacement.

1950, c. 79, a. 26, remp. **11.** L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Remplacement d'arbitre.

"26. Si un arbitre décède avant le prononcé de la sentence, ou devient inhabile à agir, ou refuse, néglige ou cesse, pour quelque cause que ce soit, d'agir durant une période de vingt jours consécutifs, sa fonction deviendra alors vacante, et il devra être remplacé, dans les vingt

11. Section 26 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 26, replaced.

"26. If an arbitrator dies before the delivery of the judgment, or becomes unable to act, or refuses, fails or ceases, for any cause whatever, to act during a period of twenty consecutive days, his function shall then become vacant, and he shall be replaced, within the following twenty

Replacing arbitrator.

jours suivants, par le magistrat de district en chef, s'il s'agit du président, et par la partie qui l'avait nommé, s'il s'agit d'un autre. Si celle-ci néglige de le faire dans ce délai, l'arbitre sera nommé par le magistrat de district en chef, comme dans le cas de l'article 24 et selon la même procédure.

Remplacement d'arbitre.

Dans le cas d'expropriation de tout le capital-actions de la compagnie, le remplacement de l'arbitre nommé par celle-ci, s'il y a lieu après la prise de possession préalable, sera fait par le comité des actionnaires nommé en vertu de l'article 47a."

1950, c. 79, a. 29, remp. **12.** L'article 29 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Copie de documents aux arbitres.

"**29.** Dans les huit jours de la réception de l'avis de la nomination du secrétaire du tribunal d'arbitrage, la commission produira au bureau du secrétaire une copie du règlement décrétant l'expropriation et une requête aux arbitres leur demandant de fixer l'indemnité d'expropriation, avec procès-verbal de signification, par un huissier, de cette requête à la compagnie ou, selon le cas, au comité des actionnaires.

Introduction de l'instance.

La production de ces documents constituera l'introduction de l'instance devant le tribunal d'arbitrage.

Instruction.

Celui-ci procédera avec toute la diligence possible à l'instruction de l'affaire et fixera un jour, une heure et un endroit pour entendre les parties et en donnera avis d'au moins dix jours, par ministère d'huissier, à la commission et à la compagnie ou, selon le cas, au comité des actionnaires."

1950, c. 79, a. 33, remp. **13.** L'article 33 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Fixation de l'indemnité.

"**33.** Les arbitres tiendront compte, en fixant le montant de l'indemnité payable à la compagnie, de ses réclamations légitimes, des droits de la cité, de l'intérêt public et de l'équité.

Idem.

S'il s'agit de l'expropriation du capital-actions de la compagnie les arbitres tiendront compte, en outre, de la cote moyenne des actions de la compagnie sur le mar-

days, by the Chief District Magistrate in the case of the chairman, and by the party which had appointed him in the case of another. If the latter neglects to do so within such delay, the arbitrator shall be appointed by the Chief District Magistrate, as in the case of section 24 and following the same procedure.

In the case of expropriation of all the capital stock of the Company, the replacement of the arbitrator appointed by the latter, if it occurs after previous taking of possession, shall be effected by the shareholders' committee appointed under section 47a."

Replacing arbitrator.

12. Section 29 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 29, replaced.

"**29.** Within eight days after receipt of the notice of the appointment of the secretary of the Arbitration Board, the Commission shall file at the office of the secretary a copy of the by-law ordering the expropriation and a petition to the arbitrators requesting them to fix the expropriation indemnity, with the certificate of service, by a bailiff, of such petition on the company or on the shareholders' committee, as the case may be.

Copy of documents to arbitrators.

The filing of such documents shall constitute the institution of the case before the Arbitration Board.

Institution of case.

The latter shall proceed with all the possible dispatch to the trial of the issue and shall fix a day, hour and place to hear the parties and shall give at least ten days' notice thereof, through the instrumentality of a bailiff, to the Commission and to the company or the shareholders' committee, as the case may be."

Trial.

13. Section 33 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 33, replaced.

"**33.** The arbitrators shall take into consideration, when establishing the amount of the indemnity payable to the company, the legitimate claims of the latter, the rights of the city, public interest and equity.

Establishing indemnity.

In the case of expropriation of the capital stock of the company the arbitrators shall also take into consideration the average daily quotation of the company's

Idem.

ché des valeurs mobilières au cours des quatre dernières années précédant immédiatement le premier mars 1951; s'il s'agit d'un résidu du capital-actions résultant de l'acquisition de gré à gré de la majorité des actions de la compagnie, les arbitres tiendront aussi compte du prix payé par la commission pour ces actions mais ils ne tiendront pas compte des actions du capital-actions de l'Hydro-Québec mentionnées à l'article 18a; les arbitres pourront aussi, dans l'un et l'autre cas, consulter les livres et bilans financiers de la compagnie et en tenir compte pour l'évaluation de ses actions, mais ils s'abstiendront de faire l'inventaire et l'évaluation des biens composant l'entreprise de la compagnie, ainsi que les opérations prévues par les articles 37 et 38, qui ne s'appliquent qu'au cas d'expropriation de l'entreprise de la compagnie.

Dépens.

Ils adjugeront aussi les dépens de l'instance, et la partie qui succombera dans sa contestation devra les supporter, à moins que les arbitres, pour des causes qu'ils jugeront équitables, ne les mitigent, ne les compensent ou n'en ordonnent autrement."

1950, c. 79,
a. 34,
remp.

14. L'article 34 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Désignation des biens.

"**34.** Les arbitres devront, s'il s'agit de l'expropriation de l'entreprise de la compagnie, désigner aussi clairement et aussi complètement que possible les biens meubles et immeubles de toute nature compris dans l'expropriation, de façon qu'ils puissent être identifiés; s'il s'agit de l'expropriation du capital-actions de la compagnie, la mention de tout le capital-actions de la compagnie constituera une désignation suffisante; s'il s'agit du résidu des actions, après l'acquisition d'une partie du capital-actions de gré à gré, la mention qu'il s'agit d'un tel résidu et du nombre d'actions dont il est formé constituera aussi une désignation suffisante.

Motifs.

Dans tous les cas, les arbitres devront motiver leur sentence."

1950, c. 79,
a. 35,
remp.

15. L'article 35 de ladite loi est remplacé par le suivant:

shares on the stock market during the four last years immediately preceding the First of March, 1951; in the case of a remainder of the capital stock consequent on the acquisition by mutual agreement of the majority of the company's shares, the arbitrators shall also take into consideration the price paid by the Commission for such shares but they shall not take account of the shares of the capital stock of the Quebec Hydro-Electric Commission mentioned in section 18a; in either case, the arbitrators may also examine the books and financial statements of the company and take the same into consideration in valuing its shares, but they shall refrain from cataloguing and valuing the property of which the company's undertaking is composed and from the operations contemplated in sections 37 and 38, which apply only to the case of expropriation of the company's undertaking.

They shall also award the costs of the case, and the party which shall fail in its contestation shall bear them, unless the arbitrators, for causes which they deem equitable, mitigate them, compensate them or otherwise ordain."

14. Section 34 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79,
s. 34, replaced.

"**34.** In the case of expropriation of the company's undertaking, the arbitrators shall designate as clearly and completely as possible the moveable and immoveable property of every kind comprised in the expropriation, so that the same may be identified; in the case of expropriation of the capital stock of the company, mention of all the capital stock of the company shall be a sufficient designation; in the case of a remainder of the shares, after a portion of the capital stock has been acquired by mutual agreement, mention that such a remainder is concerned and of the number of shares of which it is composed shall also be a sufficient designation.

Designation of property.

In all cases, the arbitrators shall state the reasons for their award."

15. Section 35 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79,
s. 35, replaced.

Appel.

"35. Il y aura appel de la sentence arbitrale devant la Cour du banc du roi, siégeant en appel, mais seulement sur des questions de droit.

Sentence finale.

La sentence des arbitres sera définitive en ce qui concerne l'évaluation des biens, ou des actions de la compagnie le montant de l'indemnité et à tous autres égards, sauf quant aux questions de droit."

"35. There shall be an appeal from Appeal. the arbitration award before the Court of King's Bench sitting in appeal, but only on questions of law.

The arbitrators' award shall be final as Award final. regards the assessment of the property or shares of the company, the amount of the indemnity and in all other respects except as regards questions of law."

1950, c. 79, a. 36, remp.

16. L'article 36 de ladite loi est remplacé par le suivant:

16. Section 36 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 36, replaced.

Indemnité payable.

"36. L'indemnité payable à la compagnie pour les biens expropriés, ou aux actionnaires de la compagnie pour le capital-actions ou le résidu du capital-actions exproprié, sera la somme fixée par les arbitres et ni la compagnie, ni les actionnaires n'auront droit à aucune autre somme ou compensation que l'indemnité ainsi fixée, sauf l'intérêt au taux légal depuis la prise de possession, préalable ou définitive, des biens ou des actions expropriés."

"36. The indemnity payable to the company for the expropriated property, or to the shareholders of the company for the expropriated capital stock or remainder thereof, shall be the amount determined by the arbitrators, and neither the company nor the shareholders shall be entitled to any other amount or compensation than the indemnity so determined, except interest at the legal rate since the previous or final taking of possession of the expropriated property or shares."

1950, c. 79, a. 37, am.

17. L'article 37 de ladite loi est modifié en ajoutant, au commencement de la première ligne les mots suivants:

17. Section 37 of the said act is amended by adding, at the beginning of the first line, the following words: 1950, c. 79, s. 37, am.

Entreprise.

"S'il s'agit de l'expropriation de l'entreprise de la compagnie".

"In the case of expropriation of the company's undertaking". Undertaking.

1950, c. 79, a. 38, remp.

18. L'article 38 de ladite loi est remplacé par le suivant:

18. Section 38 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 38, replaced.

Liquidation, etc.

"38. S'il s'agit de l'expropriation de l'entreprise de la compagnie le tribunal d'arbitrage devra, en rendant sa sentence, liquider et compenser, jusqu'à concurrence des montants établis, les réclamations réciproques de la cité et de la compagnie leur résultant de la cédule A de la loi 8 George V, chapitre 84, et créditer ou débiter, selon le cas, à l'une ou à l'autre, les sommes leur revenant en vertu de ladite cédule. Le montant des obligations et débentures assumées par la commission et la cité en vertu de l'article 39 leur sera crédité contre l'indemnité payable à la compagnie."

"38. In the case of expropriation of the company's undertaking, the Arbitration Board, when rendering its award, shall liquidate and compensate, up to the amounts determined, the reciprocal claims of the city and of the company accruing to them under Schedule A to the act 8 George V, chapter 84, and credit or debit, as the case may be, to the one or the other, the amounts due them in virtue of the said schedule. The amount of the bonds and debentures assumed by the Commission and the City in virtue of section 39 shall be credited against the indemnity payable to the Company."

1950, c. 79, a. 39, remp.

19. L'article 39 de ladite loi est remplacé par le suivant:

19. Section 39 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 39, replaced.

Paie-
ment des
obliga-
tions, etc.

"39. La commission et la cité assumeront le paiement des obligations et débentures émises par la compagnie et alors en cours, dès que la commission aura la possession, préalable ou définitive par suite d'expropriation ou d'acquisition en vertu de l'article 18, de tout le capital-actions ou de toute l'entreprise de la compagnie.

Rachat.

La commission et la cité pourront, en tout temps à compter de cette possession, racheter ces obligations et débentures avant échéance, aux termes et conditions et de la manière prévus par les conventions et actes de fiducie relatifs à ces obligations et débentures et exercer tous les droits de la compagnie en ce qui concerne les conventions et actes de fiducie."

1950, c. 79,
a. 39a, aj.

20. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 39, le suivant:

Mise en
défaut
prohibée.

"39a. Nonobstant toutes lois, conventions, actes de fiducie ou dispositions quelconques, ni l'adoption de la présente loi, ni aucune de ses dispositions, ni l'exercice d'aucun des pouvoirs qu'elle confère à la cité ou à la commission, ni aucun des actes qu'elle autorise n'auront pour effet de constituer la compagnie en défaut, aux termes des conventions et actes de fiducie ayant trait à ces obligations et débentures, ni d'en rendre le paiement exigible avant échéance, ni de permettre aux créanciers ou aux fiduciaires ou représentants des créanciers d'exercer les pouvoirs et recours prévus pour le cas de défaut de la compagnie relativement à ces obligations et débentures."

1950, c. 79,
a. 40,
remp.

21. L'article 40 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Dettes
couran-
tes.

"40. Au cas de prise de possession préalable de l'entreprise de la compagnie en vertu des articles 42 et suivants, la commission et la cité assumeront le paiement des dettes courantes de la compagnie se rapportant à l'exploitation de son entreprise de transport; les sommes qu'elles paieront à ce titre seront considérées comme des avances sur l'indemnité d'expropriation qui sera éventuellement fixée et, en conséquence déduites de celle-ci, lors

"39. The Commission and the city shall assume the payment of the bonds and debentures issued by the company and then outstanding, as soon as the Commission shall have the previous or final possession subsequent upon expropriation or acquisition in virtue of section 18, of all the capital stock or all the undertaking of the company.

Payment
of bonds,
etc.

The Commission and the city may, at any time after such possession, redeem such bonds and debentures before maturity, on the terms and conditions and in the manner provided in the agreements and trust deeds relating to such bonds and debentures and exercise all the rights of the company respecting the agreements and trust deeds."

Redemp-
tion.

20. The said act is amended by adding after section 39, the following:

1950, c. 79,
s. 39a,
added.

"39a. Notwithstanding any laws, agreements, trust deeds or provisions whatsoever, neither the passing of this act, nor any of its provisions, nor the exercise of any of the powers conferred by it upon the city or the Commission, nor any of the acts authorized by it, shall have the effect of putting the company in default under the terms of the agreements and trust deeds relating to such bonds and debentures, or of rendering the payment thereof exigible before maturity, or of permitting the creditors or trustees or representatives of the creditors to exercise the powers and recourses provided in case of default by the company in respect of such bonds and debentures."

Putting in
default
prohibit-
ed.

21. Section 40 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79,
s. 40, re-
placed.

"40. In the case of previous taking of possession of the undertaking of the company in virtue of sections 42 and following, the Commission and the city shall assume the payment of the current debts of the company relating to the operation of its transportation system; the amounts which they shall pay under this head shall be considered as advances on the expropriation indemnity which will eventually be determined and, consequently, deduct-

Current
debts.

du règlement final, ou ajoutées au reliquat dû par la compagnie, selon le cas.

Dettes courantes. Si la prise de possession n'a lieu qu'après la sentence arbitrale, la cité devra également assumer le paiement des dettes alors courantes de la compagnie et le montant en sera déduit de l'indemnité qu'elle sera appelée à payer ou, suivant le cas, ajouté au reliquat dû par la compagnie."

ed therefrom, in the final settlement or added to the balance due by the Company, as the case may be.

If possession is not taken until after the arbitration award, the city shall also assume payment of the then current debts of the company and the amount thereof shall be deducted from the indemnity which it is required to pay, or added to the balance due by the company, as the case may be."

Current debts.

1950, c. 79, a. 41, remp. **22.** L'article 41 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Solde. "41. Si, après les opérations, déductions et compensations prévues par les articles 37, 38, 39 et 40, il reste un solde au crédit de la compagnie, la cité devra le lui payer dans les trente jours.

Reliquat dû. Si, au contraire, il y a un reliquat dû par la compagnie, celle-ci devra le payer à la cité dans le même délai.

Paie-ment. S'il s'agit de l'expropriation du capital-actions ou d'un résidu de ce capital, la cité paiera, à l'expiration des trente jours qui suivront la sentence arbitrale, à même un fonds spécial créé à cette fin, l'indemnité fixée aux actionnaires qui produiront leurs certificats d'actions."

22. Section 41 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 41, replaced.

"41. If, after the operations, deductions and compensations provided for in sections 37, 38, 39 and 40, there should remain a balance to the company's credit, the city shall pay it to the company within thirty days.

Balance remaining.

If, on the other hand, there should be a balance due by the company, the latter shall pay it to the city within the same delay.

Balance due.

In the case of expropriation of the capital stock or of a remainder of such capital, the city shall pay, at the expiration of the thirty days following the arbitration award, out of a special fund created for such purpose, the indemnity determined to the shareholders who shall surrender their share certificates."

Payment.

1950, c. 79, a. 42, remp. **23.** L'article 42 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Possession. "42. En tout temps après l'introduction de l'instance devant le tribunal d'arbitrage la commission pourra s'adresser à la Cour supérieure du district de Montréal, par requête, pour obtenir la possession de tous les biens ou actions faisant l'objet de l'expropriation."

23. Section 42 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 42, replaced.

"42. At any time after the institution of the case before the Arbitration Board, the Commission may apply to the Superior Court for the district of Montreal, by petition, to obtain possession of all the property or shares involved in the expropriation."

Possession.

1950, c. 79, a. 43, remp. **24.** L'article 43 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Désignation. "43. Cette requête devra être accompagnée d'une désignation de ces biens, suffisante pour les identifier s'il s'agit de l'expropriation de l'entreprise de la compagnie et d'une désignation conforme à l'article 34, s'il s'agit de l'expropriation du capital-actions ou d'un résidu de ce

24. Section 43 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 43, replaced.

"43. Such petition shall be accompanied by a designation of such property, sufficient to identify it, in the case of expropriation of the company's undertaking and by a designation in conformity with section 34, in the case of expropriation of the capital stock or of a re-

Designation.

capital, et elle devra être signifiée à la compagnie, ou au comité des actionnaires, selon le cas, avec un avis de huit jours du lieu, du jour et de l'heure de sa présentation.

Engagement.

Elle devra aussi être accompagnée d'un engagement de la commission, dont copie sera également signifiée à la compagnie ou au comité des actionnaires, selon le cas, en vertu duquel la commission et la cité assumeront le paiement des intérêts et du principal de toutes les obligations et débentures de la compagnie alors en cours, ainsi que d'une copie d'une résolution de la cité adoptée à la majorité des membres de son conseil garantissant l'engagement de la commission et autorisant la mise à sa disposition des fonds nécessaires pour exécuter cet engagement."

mainder of such capital, and it shall be served upon the company or upon the shareholders' committee, as the case may be, with an eight days' notice of the place, day and time of its presentation.

It shall also be accompanied by an undertaking by the Commission, a copy whereof shall also be served upon the company or the shareholders' committee, as the case may be, whereby the Commission and the city shall assume payment of the interest and principal of all bonds and debentures of the company then outstanding, as well as by a copy of a resolution of the city, passed by a majority of the members of its council, guaranteeing the Commission's undertaking and authorizing the placing at its disposal of the funds necessary to carry out such undertaking."

Under-taking.

1950, c. 79, a. 44, remp. **25.** L'article 44 de ladite loi est remplacé par le suivant:

25. Section 44 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 44, replaced.

Dépôt.

"**44.** Un dépôt total de deux millions et demi de dollars devra être fait par la commission et par la cité au bureau du trésorier de la province, pour garantir, jusqu'à concurrence de cette somme, le paiement de l'indemnité qui sera fixée par les arbitres en faveur de la compagnie ou des actionnaires, selon le cas; un certificat du trésorier de la province attestant ce dépôt devra être produit au greffe de la Cour supérieure et une copie en être signifiée à la compagnie, ou au comité des actionnaires, selon le cas, en même temps que la requête.

"**44.** A total deposit of two and one-half million dollars shall be made by the Commission and by the city in the office of the Provincial Treasurer to guarantee, up to that amount, the payment of the indemnity to be established by the arbitrators in favour of the company or of the shareholders, as the case may be; a certificate from the Provincial Treasurer attesting such deposit shall be filed in the office of the Superior Court and a copy thereof shall be served upon the company or upon the shareholders' committee, as the case may be, at the same time as the petition.

Deposit.

Réduction.

S'il s'agit de l'expropriation d'un résidu du capital-actions, ce dépôt sera réduit en proportion."

In the case of expropriation of a remainder of the capital stock, such deposit shall be reduced proportionally."

Reduction.

1950, c. 79, a. 46, remp. **26.** L'article 46 de ladite loi est remplacé par le suivant:

26. Section 46 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 46, replaced.

Possession préalable.

"**46.** Si toutes les formalités prescrites par les articles 42, 43 et 44 sont remplies, la commission aura droit à la possession préalable des biens ou actions faisant l'objet de l'expropriation.

"**46.** If all the formalities prescribed by sections 42, 43 and 44 are complied with, the Commission shall be entitled to previous possession of the property or shares involved in the expropriation.

Previous possession.

Jugement définitif.

Le jugement de la Cour supérieure accordant la possession préalable sera définitif et conférera à la commission le droit à

The judgment of the Superior Court granting previous possession shall be final and shall give the Commission the right

Final judgment.

la possession de tous les biens ou actions en question.

Refus. Au refus de la compagnie de les lui livrer, la commission pourra se faire mettre en possession par les voies ordinaires d'exécution."

1950, c. 79, a. 47, remp. **27.** L'article 47 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Franchise, etc. **"47.** La commission pourra exercer, dès la prise de possession préalable de l'entreprise ou des actions de la compagnie, toutes les franchises, servitudes, droits de passage et autres droits de la compagnie ayant trait à son entreprise de transport."

1950, c. 79, aa. 47a-47b, aj. **28.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 47, les suivants:

Durée des fonctions des directeurs. **"47a.** Si l'instance se rapporte à l'expropriation de tout le capital-actions de la compagnie, les fonctions de ses directeurs en office prendront fin à la date du jugement accordant à la commission la possession préalable de ce capital-actions et une assemblée générale des actionnaires sera convoquée et tenue en la manière prévue par l'article 18f, aux fins d'élire de nouveaux directeurs et un comité des actionnaires.

Vote pour nouveaux directeurs. Seule la commission, comme possesseur de toutes les actions de la compagnie, votera pour l'élection des nouveaux directeurs, qui pourront être élus et agir comme tels sans être actionnaires de la compagnie.

Id., pour comité des actionnaires. Seuls les actionnaires voteront pour l'élection du comité des actionnaires. Celui-ci sera formé de la même manière et aura les mêmes pouvoirs et attributions qu'un comité des actionnaires formé en vertu de l'article 18f.

Dispositions applicables. Les dispositions dudit article s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à tous autres égards, à la conduite des procédures de cette assemblée.

Possession. **"47b.** A compter de la date du jugement accordant la prise de possession préalable de tout le capital-actions de la compagnie ou, selon le cas, du résidu de ce capital, la commission aura droit à la possession de tous les biens, meubles et im-

to possess all the property or shares concerned.

Should the company refuse to deliver the same to the Commission, the latter may be put in possession thereof by the ordinary process of execution."

27. Section 47 of the said act is replaced by the following:

"47. The Commission, on taking previous possession of the company's undertaking or shares, may exercise all franchises, servitudes, rights of way and other rights of the company respecting its transportation system."

28. The said act is amended by adding after section 47, the following sections:

"47a. If the case relates to expropriation of all the capital stock of the company, the functions of its directors in office shall terminate on the date of the judgment giving the Commission previous possession of such capital stock, and a general meeting of shareholders shall be called and held in the manner provided in section 18f, for the purpose of electing new directors and a shareholders' committee.

The Commission only, as holder of all the shares of the company, shall vote for the election of the new directors, who may be elected and act as such without being shareholders of the company.

The shareholders only shall vote for the election of the shareholders' committee. The latter shall be formed in the same manner and shall have the same powers and attributions as a shareholders' committee formed under section 18f.

The provisions of the said section shall apply, *mutatis mutandis*, in all other respects, to the conduct of the proceedings of such meeting.

"47b. From the date of the judgment granting the previous taking of possession of all the capital stock of the company, or of the remainder thereof, as the case may be, the Commission shall be entitled to possession of all the property,

meubles, et droits mentionnés dans l'article 52.

Avance.

Cependant, le comité des actionnaires, autorisé à cet effet à l'assemblée générale tenue en vertu de l'article 18f ou de l'article 47a, ou à toute assemblée générale subséquente, pourra demander au tribunal d'arbitrage qu'une avance de dix dollars sur le prix ou l'indemnité de chacune des actions faisant l'objet de l'expropriation lui soit payée à même le dépôt prévu à l'article 44."

1950, c. 79, a. 48, remp. **29.** L'article 48 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Livres, etc.

"**48.** A compter de la prise de possession préalable de l'entreprise ou des actions de la compagnie par la commission, celle-ci aura droit à la possession de tous les livres, pièces et documents quelconques de la compagnie se rapportant à l'exploitation de ladite entreprise, sujet au droit de la compagnie ou du comité des actionnaires ou de leurs représentants autorisés de les consulter ou de les examiner, d'en prendre des extraits, des copies ou des photographies en tout temps pendant les heures de bureau de la commission."

1950, c. 79, a. 49, remp. **30.** L'article 49 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Cessation de fonction.

"**49.** Les fonctions des membres de la Commission des tramways de Montréal cesseront en même temps que les dispositions de la cédule A de la loi 8 George V, chapitre 84, prendront fin en vertu de l'article 53a, et tous ses dossiers, livres, pièces, documents et biens de toute nature seront alors transmis sans délai à la commission."

1950, c. 79, a. 50, remp. **31.** L'article 50 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Traitement, etc. des employés.

"**50.** La cité devra acquitter les traitements des membres et les salaires des employés de la Commission des tramways de Montréal pendant les douze mois qui suivront la cessation des fonctions des membres de ladite commission."

Idem.

Cependant, dans le cas des employés, s'il en est, qui passeront au service de la Commission de transport de Montréal

moveable and immoveable, and rights mentioned in section 52.

Nevertheless, the shareholders' committee, authorized for such purpose at the general meeting held under section 18f or section 47a, or at any subsequent general meeting, may apply to the Arbitration Board for payment to it of an advance of ten dollars on the price or indemnity for each share involved in the expropriation out of the deposit contemplated in section 44."

Advance.

29. Section 48 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 48, replaced.

"**48.** From and after the taking of previous possession of the company's undertaking or shares, by the Commission, the latter shall be entitled to possession of all the company's books, records and documents of whatsoever nature relating to the operation of the said undertaking, saving the company's right or that of the committee of shareholders or of their authorized representatives to consult or examine them, to take abstracts, copies or photographs thereof, at any time during the Commission's office hours."

Books, etc.

30. Section 49 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 49, replaced.

"**49.** The functions of the members of the Montreal Tramways Commission shall come to an end at the same time as the provisions of Schedule A to the act 8 George V, chapter 84, come to an end under section 53a, and all the company's files, books, records, documents and property of every kind shall be turned over forthwith to the Commission."

Office to cease.

31. Section 50 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79, s. 50, replaced.

"**50.** The city shall pay the salaries of the members and the wages of the employees of the Montreal Tramways Commission during the twelve months following the termination of the functions of the members of the said commission."

Salaries, etc. of employees.

Nevertheless, in the case of those employees, if any, who transfer to the service of the Montreal Transportation Commis-

Idem.

avant l'expiration de ces douze mois, les paiements de salaires prévus par l'alinéa précédent cesseront, quant à eux, à compter de leur entrée au service de cette dernière commission."

sion before the expiration of such twelve months, the payment to them of salaries as contemplated in the preceding paragraph shall cease upon their entering the service of such last mentioned Commission."

1950, c. 79, a. 52, remp. **32.** L'article 52 de ladite loi est remplacé par le suivant:

32. Section 52 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 52, replaced.

Propriété. **"52.** A compter du jour où la sentence arbitrale deviendra définitive, la cité sera propriétaire absolue et incommutable de l'entreprise de la compagnie, ainsi que de toutes les franchises, servitudes, droits de passage et autres droits de la compagnie ayant trait à cette entreprise.

"52. From the day on which the arbitration award shall be final, the city shall be the absolute and indefeasible owner of the undertaking of the company, as well as of all franchises, servitudes, rights of way and other rights of the company relating to such undertaking. Owner-ship.

Idem. S'il s'agit de l'expropriation du capital-actions ou du résidu de ce capital, la commission deviendra, en outre des biens énumérés dans l'alinéa précédent, propriétaire absolue et incommutable de l'argent en banque ou en caisse et des valeurs en portefeuille de la compagnie, des fonds constitués en vertu de la cédula A de la loi 8 George V, chapitre 84, des réserves, des contrats, registres, archives, livres et autres documents de la compagnie, et généralement de tout son actif et de tous ses droits non compris dans l'alinéa précédent.

In the case of expropriation of the capital stock or of the remainder thereof, the Commission, in addition to the property enumerated in the preceding paragraph, shall become absolute and indefeasible owner of the company's cash on hand or in the bank and of the securities held by it, of the funds constituted under Schedule A to the act 8 George V, chapter 84, of the reserves, contracts, registers, records, books and other documents of the company, and generally of all its assets and rights not included in the preceding paragraph. Idem.

Enregistrement. L'enregistrement par dépôt de la sentence arbitrale, en la manière prévue par le Code civil pour l'enregistrement des jugements, aura, quant aux immeubles et droits réels compris dans la sentence, le même effet que l'enregistrement d'un jugement."

The registration by deposit of the arbitration award, in the manner provided in the Civil Code for the registration of judgments, shall have the same effect, as to the immovables and real rights included in the award as the registration of a judgment." Registration.

1950, c. 79, aa. 53a-53e, aj. **33.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 53, les suivants:

33. The said act is amended by adding, after section 53, the following sections: 1950, c. 79, ss. 53a-53e, added.

Dispositions applicables. **"53a.** Les dispositions de la cédula A de la loi 8 George V, chapitre 84, cesseront de s'appliquer à l'entreprise de la compagnie et prendront fin à tous égards, dès l'avènement de l'un quelconque des faits suivants: acquisition du capital-actions de la compagnie en vertu de l'article 18; possession préalable de ce capital-actions ou de son résidu; possession préalable de l'entreprise de la compagnie; possession définitive du capital-actions ou de l'entreprise de la compagnie.

"53a. The provisions of Schedule A to the act 8 George V, chapter 84, shall cease to apply to the company's undertaking and shall come to an end in all respects, upon the happening of any of the following events: acquisition of the company's capital stock under section 18; previous possession of such capital stock or of the remainder thereof; previous possession of the company's undertaking; final possession of the company's capital stock or undertaking. Provisions to apply.

Réclama-
tions,
etc.

"53b. Dans le cas d'acquisition par la commission de tout le capital-actions de la compagnie, toutes les réclamations et procédures pendantes devant les tribunaux ou la Régie des services publics, ou la Régie des transports, entre la cité et la compagnie ou entre la cité et la Commission des tramways de Montréal et découlant de l'application de la cédula A de la loi 8 George V, chapitre 84, seront réputées avoir été prises en considération dans la fixation du prix payable pour le capital-actions et lesdites réclamations et procédures seront considérées comme réglées et terminées.

Hypothèques et
garanties.

"53c. La prise à leur charge, par la commission et la cité, des obligations et débetures de la compagnie, conformément aux articles 39 et 43, tiendra lieu de toutes hypothèques et garanties s'y rapportant et grevant les biens de la compagnie, et ces hypothèques et garanties seront éteintes.

Inventaire
comptable.

"53d. Aussitôt que possible après l'avènement de l'un quelconque des faits énumérés à l'article 53a, la commission devra dresser un inventaire comptable, dûment certifié par un de ses vérificateurs, de tous les biens de la compagnie dont elle aura pris possession.

Annulation de la
charte.

"53e. Dans le cas d'acquisition ou d'expropriation du capital-actions de la compagnie, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque le montant total du prix ou de l'indemnité payable pour les actions aura été versé aux actionnaires ou, selon le cas, au fonds spécial prévu par l'article 18a ou par l'article 41, de décréter, par proclamation, l'annulation de la charte de la compagnie.

Publica-
tion.

Cette proclamation sera publiée dans la *Gazette officielle de Québec* et l'annulation prendra effet à compter de la date fixée par cette proclamation."

1950, c. 79,
a. 54,
remp.

34. L'article 54 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Augmen-
tation de
taux pro-
hibée.

"54. La Commission ne pourra, pendant le cours des douze mois qui suivront la possession préalable ou définitive de l'entreprise de la compagnie, augmenter

"53b. In the case of acquisition by Claims, the Commission of all the capital stock of the company, all claims and proceedings pending before the courts or the Public Service Board, or the Transportation Board, between the city and the company or between the city and the Montreal Tramways Commission and resulting from the application of Schedule A to the act 8 George V, chapter 84 shall be deemed to have been taken into consideration in fixing the price payable for the capital stock and such claims and proceedings shall be considered as settled and terminated.

"53c. The assumption by the Commission and the city of the company's bonds and debentures pursuant to sections 39 and 43, shall be in lieu of all hypothecs and guarantees relating thereto and encumbering the property of the company, and such hypothecs and guarantees shall be extinguished.

"53d. As soon as possible after the happening of any of the events enumerated in section 53a, the Commission shall draw up a financial statement, duly certified by one of its auditors, of all the property of the company of which it has taken possession.

"53e. In the case of acquisition or expropriation of the company's capital stock, the Lieutenant-Governor in Council, when the total amount of the price or indemnity payable for the shares has been paid to the shareholders or into the special fund contemplated by section 18a or section 41, as the case may be, may pronounce by proclamation the cancellation of the company's charter.

Such proclamation shall be published in the *Quebec Official Gazette* and the cancellation shall take effect from the date fixed by such proclamation."

34. Section 54 of the said act is replaced by the following:

"54. The Commission shall not, during the twelve months following the previous or final taking of possession of the undertaking of the company, increase the rates

Hypo-
thecs and
guaran-
tees.

Financial
statement.

Cancellation
of
charter.

Publica-
tion.

1950, c. 79,
s. 54, re-
placed.

Increase
of rates,
prohibit-
ed.

les taux alors en vigueur pour le transport des usagers de l'entreprise."

then in force for the transportation of those using the system."

1950, c. 79, a. 56, remp. **35.** L'article 56 de ladite loi est remplacé par le suivant:

35. Section 56 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 56, replaced.

Modification des taux. **"56.** Sous réserve de l'article 54, toute municipalité intéressée pourra s'adresser à la commission pour demander la modification des taux de transport en vigueur dans son territoire.

"56. Subject to section 54, any interested municipality may apply to the Commission to request the modification of the transportation rates in force in its territory. Change of rates.

Décision révisée. Toute décision de la commission relative aux taux de transport pourra être révisée par la Régie des services publics, sur appel d'une cité ou d'une ville où circuleront les véhicules du système de transport administré par la commission.

Any decision of the Commission respecting transportation rates may be revised by the Public Service Board on appeal by a city or town in which vehicles of the transportation system administered by the Commission operate. Decision revised.

Requête. La demande et l'appel devront respectivement, à peine de nullité, être formés par requête signifiée aux autres cités et villes intéressées et produite au bureau de la commission. Cet appel devra être interjeté dans les trente jours de la décision de la commission."

The application and the appeal shall, on pain of nullity, be made by petition served upon the other interested cities and towns and filed in the office of the Commission. Such appeal must be brought within thirty days of the decision of the Commission." Petition.

1950, c. 79, a. 57, remp. **36.** L'article 57 de ladite loi est remplacé par le suivant:

36. Section 57 of the said act is replaced by the following: 1950, c. 79, s. 57, replaced.

Travaux de surface, etc. **"57.** A compter de la prise de possession préalable ou définitive de l'entreprise de transport de la compagnie ou de l'acquisition du capital-actions, la commission pourra, avec la coopération de toute cité ou ville concernée, faire tous les travaux de surface qu'elle jugera nécessaires pour améliorer la situation du transport en commun dans le territoire soumis à sa juridiction, y compris l'élargissement de rues, la construction de tunnels, l'étagement des voies aux croisements des rues, l'établissement de nouveaux circuits et tous autres travaux propres à décongestionner la circulation et à procurer à la population un système de transport en commun adéquat; mais elle ne pourra pas entreprendre la construction de voies souterraines ou élevées, ni d'autostrades.

"57. From and after the previous or final taking of possession of the company's transportation system, or the acquisition of the capital stock, the Commission, with the cooperation of any interested city or town, may do whatever surface work it deems necessary to improve the conditions of public transportation in the territory under its jurisdiction, including the widening of streets, the building of tunnels, grade separation at street intersections, the establishment of new lines and any other work calculated to relieve traffic congestion and provide the public with an adequate system of mass transportation; but it shall not undertake the construction of underground or elevated lines or express-ways. Surface works, etc.

Études, etc. Elle pourra cependant faire toutes les études et recherches nécessaires et préparer tous les plans et devis qu'elle jugera utiles à l'amélioration ultérieure du transport en commun dans ce territoire.

It may, however, carry on all necessary studies and research work and prepare all plans and specifications which it deems useful for the ultimate improvement of mass transportation in such territory. Studies, etc.

Nouveaux circuits, etc. Elle pourra aussi, de sa seule autorité, établir de nouveaux circuits, remplacer des

It may also, on its own authority, establish new lines, replace tramway lines New lines, etc.

circuits de tramways par des circuits d'autobus ou de trolleybus, en changer le parcours, et, pour chacune de ces fins, utiliser toute rue publique qu'elle jugera nécessaire ou appropriée dans le territoire de la cité ou du district métropolitain.

Approba-
tion.

Lorsque l'exercice des pouvoirs de la commission comporte un emprunt, ils ne pourront être exercés qu'avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec."

1950, c. 79,
a. 58,
remp.

37. L'article 58 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Em-
prunts.

"**58.** La commission pourra contracter tous emprunts qu'elle jugera nécessaires pour l'organisation, l'acquisition, l'exploitation, l'entretien, la réparation, et le développement de l'entreprise de transport dont elle aura l'administration, ou pour l'acquisition du capital-actions de la compagnie, soit sur billet, soit par émission et vente ou nantissement de fonds, obligations ou autres titres.

Intérêt.

L'intérêt payé sur ces emprunts ne devra pas excéder quatre pour cent ni le terme de ces emprunts excéder quarante ans.

Garantie.

Subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la cité de Montréal et les autres cités ou villes du territoire desservi par le système de transport de la commission sont autorisées à garantir le remboursement de ces emprunts."

1950, c. 79,
a. 59,
remp.

38. L'article 59 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Avances.

"**59.** Subordonnement à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la cité de Montréal est autorisée à avancer à la commission, en totalité ou en partie, les sommes dont celle-ci aura besoin pour les objets mentionnés dans l'article 58 et à contracter à ces fins les emprunts nécessaires, pour les périodes et au taux stipulés par l'article 58.

Rembour-
sement.

Lorsque la cité contractera quelque emprunt en vertu du présent article pour faire des avances à la commission, le remboursement de ces avances, par la commission à la cité, sera fait dans les

by autobus or trolleybus lines, change their routes, and for any such purpose use any public street which it deems necessary or expedient in the territory of the city or of the metropolitan district.

Whenever the exercise of the powers of the Commission entails a loan, they may be exercised only with the prior approval of the Quebec Municipal Commission."

37. Section 58 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79,
s. 58, re-
placed.

"**58.** The Commission may contract such loans as it considers necessary for the organization, acquisition, operation, maintenance, repairing and development of the transportation system under its administration, or for the acquisition of the capital stock of the company, either on notes, or by the issue and sale or pledging of stock, bonds or other securities.

Interest paid on such loans shall not exceed four per cent nor shall the term of such loans exceed forty years.

Subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, the city of Montreal and the other cities or towns in the territory served by the Commission's transportation system are authorized to guarantee the reimbursement of such loans."

38. Section 59 of the said act is replaced by the following:

1950, c. 79,
s. 59, re-
placed.

"**59.** Subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, the city of Montreal is authorized to advance to the Commission, in whole or in part, the sums which the latter requires for the purposes mentioned in section 58 and to contract, for such purposes, the necessary loans, for the periods and at the rates stipulated in section 58.

Whenever the city shall contract any loan under this section to make advances to the Commission, the reimbursement of such advances by the Commission to the city shall be made within the delays and

délais, aux termes et aux conditions régissant l'emprunt de la cité."

on the terms and conditions governing the loan contracted by the city."

1950, c. 79, a. 59a, aj. **39.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 59 le suivant:

39. The said act is amended by adding, after section 59, the following: 1950, c. 79, s. 59a, added.

Effet. **"59a.** Les dispositions de la présente loi ont leur effet et sont applicables dès son entrée en vigueur."

"59a. The provisions of this act shall have effect and shall be applicable upon its coming into force." Effect.

Gérant général. **40.** Le président de la commission sera gérant général de toute l'entreprise, et son salaire annuel comme tel sera de six mille dollars.

40. The chairman of the Commission shall be general manager of the whole undertaking, and his annual salary as such shall be six thousand dollars. General manager.

Entrée en vigueur. **41.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

41. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.